

Conditions générales d'utilisation

PRÉAMBULE

Vous êtes une entreprise et disposez d'espaces de travail inoccupés ?

Vous êtes une start-up et êtes en recherche de bureaux, laboratoires, espaces industriels pour développer votre activité ?

Afin de favoriser la rencontre de vos intérêts mutuels, en collaboration avec BREIZH LAB et Bpifrance, le CJD propose le site internet www.cjdesk.fr, dont les présentes conditions générales d'utilisation (ci-après les « CGU ») fixent les règles d'utilisation.

ARTICLE 1ER - DÉFINITIONS

• CJD : désigne le Centre des Jeunes Dirigeants d'entreprise, Association déclarée, n°W751003150, SIREN : 775 672 553 00135, sise 35 rue Saint Sabin 75011 Paris ;

• Conditions Générales d'Utilisation (CGU) : les présentes Conditions Générales d'Utilisation ainsi que tout autre document que l'Utilisateur serait, le cas échéant, conduit à accepter dans le cadre de l'utilisation du Site ;

• Documentation : désigne l'ensemble de la documentation mise en ligne par le CJD sur le Site et accessible aux Visiteurs et aux Utilisateurs ;

• Données à caractère personnel : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « personne concernée ») ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ;

• Entreprise(s) : désigne le Visiteur et/ou l'Utilisateur personne morale qui souhaite mettre à disposition des espaces de travail et, le cas échéant, des moyens et/ou du personnel, à titre gratuit au profit de la Start-up ;

• Offre(s) : désigne l'offre de mise à disposition de ses espaces de travail par l'Entreprise ;

• Partenaires : les entités partenaires du CJD, à ce jour, dans la mise en œuvre du Service à savoir :

- Bpifrance, Société Anonyme au capital de 15 520 406 597,81 €, dont le siège social est à Maisons-Alfort (94710), 27-31 avenue du Général Leclerc, immatriculée au RCS de Créteil sous le N° 509 584 074 ; www.welcomebybpifrance.com
- BREIZH LAB, Association loi 1901, n°W563005310, sis chez Socomore ZI du Prat, avenue Paul Dupleix, 56000 Vannes ; www.breizhlab.fr

• Projet(s) : désigne le projet de la Start-up, notamment la création ou le développement d'une entreprise ;

• Service : désigne le service proposé par le CJD sur le Site : Intermédiation à titre gratuit entre les Entreprises et les Start-ups pour la mise à disposition d'espaces de travail (notamment bureaux, atelier, laboratoires, espaces industriels), et le cas échéant, de moyens et/ou de personnel à titre gratuit ;

• Site : désigne le site internet accessible à l'adresse www.cjdesk.fr;

• Start-up(s) : désigne le Visiteur et/ou l'Utilisateur qui souhaite bénéficier de la mise à disposition d'espaces de travail, et le cas échéant, de moyens et/ou de personnel à titre gratuit dans le cadre du développement de son Projet ;

• Utilisateur : toute Entreprise ou toute Start-up ayant renseigné et soumis le formulaire proposé par le CJD aux fins de publication d'une annonce sur le Site ;

• Visiteur : désigne toute personne morale ou physique navigant sur le Site.

ARTICLE 2 - CHAMP D'APPLICATION

Les CGU ont vocation à régir les rapports entre le CJD et tout Utilisateur du Site, en ce compris l'Entreprise et la Start-up.

En cliquant sur la case prévue à cet effet lors de la création d'un Compte, l'Utilisateur reconnaît :

- avoir pris connaissance, et accepter expressément les Conditions Générales d'Utilisation ;
- les respecter à tout moment et en toutes circonstances à compter de la première utilisation du Service ;
- avoir pleinement conscience de ses obligations et des responsabilités qui en découlent.

Si l'Utilisateur refuse de se conformer à l'une quelconque des obligations et conditions contenues dans les présentes, il doit renoncer à accéder au Service et à l'utiliser.

Les CGU en vigueur sont consultables à tout moment sur le Site.

ARTICLE 3 - DEPOT D'UNE ANNONCE EN LIGNE

Afin de bénéficier du Service, et notamment pour pouvoir mettre en ligne respectivement leurs Offres et Projets, l'Entreprise et la Start-up doivent remplir le formulaire proposé par le CJD.

L'Entreprise et la Start-up devront obligatoirement fournir les informations suivantes :

- dénomination sociale / nom de la société ou nom et prénom pour les personnes physiques ;
- n° SIREN de la société
- adresse du siège social, ou domicile pour les personnes physiques ;
- secteur d'activité ;
- année de création de la société ;
- nom et prénom du contact de la société ;
- informations sur les locaux proposés / demandés (localisation, type de locaux) ;
- adresse mail valide ;
- numéro de téléphone ;

L'Entreprise et la Start-up ne pourront soumettre leur formulaire qu'après avoir confirmé par un système d'opt-in avoir consulté l'ensemble des présentes CGU et s'y conformer sans réserve.

L'Entreprise et la Start-up pourront demander la modification ou la suppression de leur annonce en ligne en effectuant cette demande à l'adresse électronique suivant : contact@cjdesk.fr

Le Service étant proposé conjointement par le CJD et ses Partenaires, l'Entreprise et la Start-up reconnaissent et acceptent expressément que la publication d'une Offre ou d'une demande d'une Start-up, sur le Site, après avoir rempli le formulaire proposé par le CJD, entraîne simultanément la publication de cette Offre ou de cette demande sur les sites respectifs desdits Partenaires.

ARTICLE 4 – MODÉRATION DES CONTENUS DES OFFRES ET PROJETS

La philosophie du Site est simple : mettre en relation les Offres des Entreprises et les Projets des Start-ups dans une perspective de soutien à leur développement.

L'Entreprise et la Start-up sont naturellement seuls responsables du contenu des Offres et Projets qu'ils soumettent au CJD pour publication sur le Site et de leur exactitude. A ce titre, ils s'interdisent de soumettre des contenus notamment contraires à la réalité, illicites, contraires à la réglementation applicable à leur activité, aux bonnes mœurs ou portant atteinte aux droits des tiers.

Le CJD se réserve le droit d'adresser un mail à l'Entreprise ou à la Start-up si le contenu des Offres et/ou Projets ne respectait pas cette interdiction ou ne s'inscrivait pas dans le cadre des objectifs du Site et/ou était contraire aux objectifs du Site. Le CJD se réserve le droit de modifier ledit contenu ou de le supprimer le cas échéant. En cas de non-respect des présentes restrictions de manière répétée, le CJD se réserve en outre le droit de supprimer les annonces publiées de l'Entreprise et/ou de la Start-up.

En tout état de cause, l'Entreprise et la Start-up s'engagent à garantir et indemniser le CJD contre toute action, revendication ou plainte qui pourrait être engagée à son encontre par tout Visiteur, tout Utilisateur ou tout tiers du fait de la diffusion sur le Site des Offre et Projet.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITÉ

5.1 Responsabilité de l'Utilisateur

L'Utilisateur est seul responsable des données qu'il communique aux fins de publication et diffusion sur le Site, le CJD agissant vis-à-vis de ces données comme simple hébergeur au sens de la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la Confiance dans l'Economie Numérique.

Le Visiteur et/ou l'Utilisateur reconnaît expressément que le CJD n'exerce aucun contrôle sur lesdites données et leur contenu ; et qu'il n'a pas d'obligation générale de surveillance des données des Utilisateurs stockées et diffusées sur le Site.

5.2 Responsabilité du CJD

5.2.1 Dans le cadre de la fourniture du Service sur le Site, le CJD est uniquement soumis à une obligation de moyen. Ainsi, il s'engage à mettre en œuvre tout moyen pour assurer le bon fonctionnement du Site.

Le Site est par principe accessible 24/24h, 7/7j. L'Entreprise et la Start-up reconnaissent néanmoins qu'eu égard aux spécificités du réseau Internet, le CJD ne garantit pas la continuité d'accès et de fonctionnement du Site ou du Service s'y rattachant, et ne saurait donc faire l'objet d'une quelconque demande d'indemnisation en cas d'indisponibilité du Site.

En outre, le CJD se réserve la possibilité d'interrompre, de suspendre momentanément ou de modifier sans préavis l'accès à tout ou partie du Site afin d'en assurer la maintenance sans que cela puisse donner lieu au versement d'une quelconque indemnité à l'Entreprise ou à la Start-up.

5.2.2 Le CJD décline par ailleurs toute responsabilité en cas de dommages affectant l'environnement technique et matériel de l'Entreprise ou de la Start-up du fait de l'accès au Site.

5.2.3 Le CJD ne pourra être tenu responsable du préjudice pouvant découler de la publication de données inexactes fournies par un Utilisateur

5.2.4 Le Service proposé par le CJD est un service d'intermédiation à titre gratuit entre toute Entreprise et toute Start-up ayant renseigné le formulaire proposé par le CJD.

L'Entreprise et la Start-up sont seules responsables du respect de leurs obligations respectives dans le cadre de leur relation ainsi que du respect des droits des tiers. Le CJD reste dès lors extérieur à toutes questions ou tous différends qui pourraient naître du fait de la relation entre l'Entreprise et la Start-up.

L'Entreprise et/ou la Start-up s'engage(nt) par conséquent à garantir et indemniser le CJD contre toute action, revendication ou plainte qui pourrait être engagée à son encontre par l'Entreprise et/ou la Start-up ou tout tiers du fait de la mise à disposition des espaces de travail de l'Entreprise au profit de la Start-up, que cette mise à disposition s'inscrive dans le cadre du modèle de contrat de prêt à usage proposé sur le Site ou non.

Le CJD ne pourra être tenu pour responsable de toute conséquence qui pourrait survenir au cours ou à l'issue de rencontres ou prises de contact entre plusieurs Utilisateurs suite à l'utilisation du Site.

S'agissant du modèle de contrat de prêt à usage, l'Entreprise et la Start-up reconnaissent expressément qu'il n'est fourni qu'à titre indicatif et qu'il ne les dispense pas de prendre conseil auprès d'un professionnel du droit. Par conséquent, le CJD ne pourra pas être tenu responsable en cas d'inadaptabilité du modèle de contrat de prêt à usage à la relation établie entre l'Entreprise et la Start-up ou en cas d'utilisation erronée du modèle de contrat de prêt à usage.

5.2.5 Par ailleurs, le CJD décline toute responsabilité en cas de dommages liés aux mentions sur le Site de certains partenaires (ex : GAN ou autres) et/ou aux éventuelles relations contractuelles pouvant naître entre un Utilisateur ou un Visiteur et l'un de ces partenaires.

ARTICLE 6 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

6.1 Protection des droits du CJD

La Documentation, les photographies, textes, slogans, dessins, images, logos, charte graphique, séquences animées sonores ou non, ainsi que toutes œuvres intégrées au Site sont la propriété du CJD ou de tiers ayant autorisé le CJD à les utiliser.

Aucun élément du Site, y compris le contenu rédactionnel ou les photographies composant le Site ne peut être copié, reproduit, modifié, réédité, chargé, dénaturé, transmis ou distribué de quelque manière que ce soit, sous quelque support que ce soit, de façon partielle ou intégrale, sans l'autorisation préalable et écrite du CJD.

Le droit d'accès au Site est exclusivement limité à l'accès proprement dit au Site et à la consultation de ce dernier. Il est interdit de créer sur le Site un lien vers d'autres sites ni d'intégrer le Site à d'autres sites internet, sans l'autorisation préalable et écrite du CJD.

L'Utilisateur reconnaît qu'aucune propriété ne lui est transmise, et qu'aucun droit ou licence ne lui est accordé(e), en dehors d'un droit d'accès au Service, et ce dans la seule mesure strictement nécessaire à cet accès, pendant la durée des présentes. La mention de la dénomination sociale et de la charte graphique du CJD sur le Site ne constitue en aucune manière, de façon implicite ou explicite une concession de droits d'utilisation, une licence ou une autorisation quelconque relative à la dénomination sociale et à la charte graphique. Toute utilisation desdites dénomination sociale et charte graphique à quelque titre que ce soit sans autorisation préalable et écrite du CJD est strictement interdite.

Sans préjudice de ce qui précède, toute reproduction, représentation, utilisation ou modification, par quelque procédé que ce soit et sur quelque support que ce soit, de tout ou partie du Site, de tout ou partie des contenus qui le composent, sans avoir obtenu l'autorisation préalable et écrite du CJD est strictement interdite.

6.2 Droits de L'Entreprise et de la Start-up

L'Entreprise et la Start-up conservent la propriété des contenus qu'ils publient sur le Site et concèdent au CJD à titre non exclusif et gratuit, pour le monde entier, les droits énumérés ci-dessous, afin de permettre au CJD de fournir le Service dans les meilleures conditions.

Les droits concédés sont les suivants :

- reproduire ou faire reproduire tout ou partie de l'Offre et/ou du Projet, par tout moyen ou procédé, sous toute forme et tout support, en ce compris le Site ;
- représenter ou faire représenter tout ou partie de l'Offre et/ou du Projet, sur tout réseau, par tout procédé, sous toute forme ;
- adapter ou faire adapter tout ou partie de l'Offre et/ou du Projet, et notamment les droits de :
 - o procéder à des classements des Offres et/ou Projets et de diffuser ces derniers sur le Site [et sur les sites des Partenaires du CJD] afin de permettre aux Entreprises et aux Start-ups d'accéder plus facilement à l'Offre et/ou au Projet ;

- o présenter les contenus de l’Offre et/ou du Projet afin notamment d’en permettre la consultation sur le Site [et également sur les sites des Partenaires du CJD soutenant son action] ;
- o réaliser ou faire réaliser des extraits de l’Offre et/ou du Projet et les mettre sur le Site.

ARTICLE 7 – MODIFICATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES D’UTILISATION ET/OU AMÉLIORATION DU SITE

Le CJD se réserve la possibilité de modifier tout ou partie des CGU afin de prendre en compte les évolutions du Service, du Site et/ou l’évolution de la législation.

Le CJD s’efforcera d’en informer les Utilisateurs.

Ces modifications et mises à jour s’imposent aux Utilisateurs qui doivent en conséquence se référer régulièrement à cette rubrique pour vérifier les Conditions Générales d’Utilisation du Service en vigueur. Les Utilisateurs s’engagent à prendre connaissance de l’intégralité de toute nouvelle version des Conditions Générales d’Utilisation du Service et à les respecter.

En outre, Le CJD se réserve le droit de modifier, à tout moment et sans préavis, tout ou partie du Service et/ou du Site, sans que sa responsabilité puisse être engagée de ce fait.

Les Start-Ups et Entreprises ayant renseigné le formulaire proposé par Le CJD, et dont les Projet et Offre auront été publiés, en seront averties au moment de la mise en œuvre de ces modifications. Si ces Start-Ups et Entreprises n’acceptent pas ces modifications et/ou amélioration du Site et/ou du Service, un message fonctionnel sera mis en avant pour les alerter des conséquences de ce rejet, à savoir la dépublication de leurs annonces. Par ailleurs, un e-mail leur sera également envoyé afin de leur notifier les conséquences susmentionnées.

ARTICLE 8 – PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

8.1 Acceptation des conditions de collecte et de traitement des Données à caractère personnel

En cochant sur la case prévue à cet effet, l’Utilisateur accepte, en son nom et au nom des personnes dont il saisit les Données à caractère personnel au sein du Service, les conditions de collecte et de traitement des Données à caractère personnel dans les conditions prévues au présent article des Conditions Générales d’Utilisation.

Il garantit au CJD d’avoir obtenu au préalable l’accord des autres personnes dont il pourrait saisir les Données à caractère personnel au sein du Service.

Plus particulièrement, en s’inscrivant sur le Site, l’Utilisateur accepte expressément, dans un but de mise en œuvre optimale du Service, que l’ensemble des Données à caractère personnel relatives à la publication du contenu de son annonce en ligne telles que les civilités, noms, prénoms, téléphones, adresses électroniques et numéros de SIREN :

- soit communiqué aux Partenaires en cas de publication d'une Offre ou d'une demande par une Start-up conformément à l'article 3 des présentes,
- et soit diffusé sur le Site, sur les sites respectifs des Partenaires et sur les réseaux sociaux notamment en cas « d'alliance » entre une Entreprise et une Start-up.

Plus globalement, l'Utilisateur reconnaît que la publication de son annonce sur le Site vaut acceptation expresse pour que son annonce publiée et/ou son « alliance » avec une Entreprise ou une Start-Up soient mentionnés sur les réseaux sociaux du CJD.

8.2 Données à caractère personnel

Le Service collecte, de manière sécurisée notamment via les Offres et les Comptes Utilisateur, les civilités, noms, prénoms, téléphones, adresses électroniques et numéros de SIREN des Utilisateurs qui sollicitent le Service auprès du CJD par l'intermédiaire du Site.

Les Données à caractère personnel collectées et traitées sont exclusivement destinées, en termes de finalités, à l'usage du CJD et des Partenaires, co-responsables de traitement, pour la mise en œuvre des fonctionnalités du Site et du Service à savoir notamment la publication d'une Offre ou d'une demande d'une Start-up ainsi que pour la connaissance des Entreprises et des Start-ups, la réalisation d'études statistiques et pour la prospection commerciale.

Conformément à la réglementation applicable, notamment le Règlement européen 2016/679, dit règlement général sur la protection des données (RGPD) et les dispositions nationales relatives à l'informatique, aux fichiers et libertés, les personnes dont les Données à caractère personnel sont collectées pour les besoins du Service, bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition pour motif légitime de ces Données.

Ces droits peuvent être exercés par l'envoi d'un courrier :

- Pour Bpifrance : Bpifrance, DCCP, Délégué à la protection des données, au 27-31 avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex ;
- Pour Breizh Lab : ZI du Prat, avenue Paul Dupleix, 56000 VANNES
- Pour le CJD : 35, rue Saint Sabin, 75011 Paris

Enfin, les personnes disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

ARTICLE 9 – COOKIES

Lors de la consultation du Site, des informations relatives à la navigation de votre terminal (ordinateur, tablette, smartphone, etc.) sur le Site sont susceptibles d'être enregistrées dans des fichiers texte appelés "Cookies", installés sur votre terminal, sous réserve de vos choix concernant les Cookies, que vous pouvez modifier à tout moment. Seul l'émetteur d'un cookie est susceptible de lire ou de modifier des informations qui y sont contenues.

ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE

Les Informations de quelque nature que ce soit, échangées dans le cadre du Service, à l'exception de celles publiées sur le Site, sont strictement confidentielles (ces informations sont ci-après désignées les « Informations confidentielles »).

L'Utilisateur s'engage à assurer la confidentialité des Informations confidentielles et à en limiter l'accès aux seules personnes qui se trouvent sous sa responsabilité directe (employés ou préposés, etc.) et/ou aux personnes avec lesquelles il est amené à travailler (sous-traitants, représentants, experts, avocats, commissaires aux comptes, investisseurs, affiliés, maisons-mère, cessionnaire, etc.) qui sont liées par une obligation de confidentialité au moins aussi contraignante que celle assumée au titre des présentes CGU.

L'Utilisateur s'engage à informer les tiers de la nature privée des Informations confidentielles et à ordonner à ces personnes de traiter ces dernières conformément aux stipulations du présent Article.

L'obligation de confidentialité stipulée ci-dessus ne porte pas sur les informations qui :

- sont du domaine public ou le deviendraient ultérieurement par utilisation, publication ou autre acte similaire, sans qu'il y ait eu faute de la part de l'Utilisateur ; ou
- auraient été fournies à l'Utilisateur par un tiers qui a le droit de les divulguer et qui ne les auraient pas lui-même reçues sous le sceau du secret ; ou
- que l'Utilisateur doit divulguer en réponse à une injonction valable d'un tribunal ou d'une autorité étatique ou équivalente (administration fiscale, etc.), dans la mesure où il en informe le CJD et, le cas échéant, le ou les Utilisateurs concernés par les Informations confidentielles divulguées, par écrit, préalablement lorsque cela est possible ou dans le cas contraire dans les plus brefs délais, et se coordonne avec eux afin de limiter l'étendue de cette divulgation.
- Pour lesquelles l'Utilisateur aurait reçu l'autorisation expresse de la divulguer, de la part de l'Entreprise ou de la Start-up concernée par les Informations confidentielles.

Le présent Article s'appliquera pendant toute la durée de la publication des Offre et Projet et survivra au-delà de son terme pendant cinq (5) ans.

Le CJD s'efforcera de prendre toutes les précautions techniques usuelles pour préserver la confidentialité et la sécurité du Service et, notamment pour empêcher que les Informations soumises par l'Utilisateur ne puissent être déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés puissent en prendre connaissance.

L'Utilisateur reconnaît que le CJD pourra être amené, que ce soit dans le cadre d'une requête judiciaire émanant d'une autorité dûment habilitée ou dans celui de ses obligations en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, à fournir, à qui de droit, toutes les Informations utiles à l'autorité judiciaire ou administrative concernée.

ARTICLE 11 - AUTRES DISPOSITIONS

Il est également précisé que le fait pour le CJD de ne pas se prévaloir de l'une des dispositions figurant aux présentes, ne peut en aucun cas s'interpréter comme une renonciation à se prévaloir dans l'avenir de ces dispositions.

Si une ou plusieurs dispositions des présentes conditions étaient déclarées nulles, par un Tribunal compétent, les autres dispositions resteraient opposables à toute Entreprise et à toute Start-up.

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation ainsi que tous les actes et opérations accomplis en vertu des présentes sont exclusivement régies par le droit français.

En cas de litige relatif à l'application, à l'interprétation ou à la résiliation des présentes, les parties s'efforceront de régler à l'amiable leur litige.

En cas d'échec, les différends qui viendraient à se produire à propos de la validité, de l'interprétation de l'exécution ou de l'inexécution, de l'interruption ou de la résiliation des présentes seront soumis aux tribunaux compétents.